

## Tendances conjoncturelles

2<sup>e</sup> trimestre 2012

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE À MAYOTTE

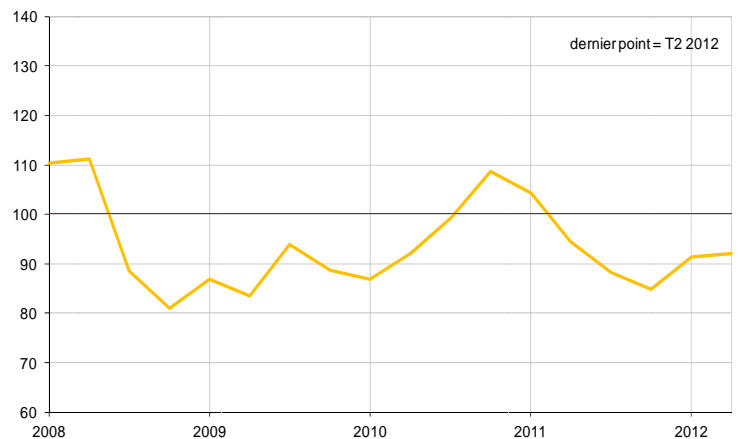
#### Des difficultés économiques persistantes

L'économie mahoraise peine à se redresser. L'indicateur du climat des affaires, quasiment stable par rapport au trimestre précédent, reste largement en dessous de sa moyenne de longue période.

Le climat social est toujours tendu et des menaces de mouvements sociaux, notamment les revendications relatives à la vie chère et à l'égalité sociale, planent constamment dans plusieurs secteurs. Dans ce contexte, les principaux indicateurs économiques sont en recul. Les prix enregistrent une nouvelle hausse après celle déjà observée au premier trimestre. La consommation des ménages se dégrade tandis que l'investissement des entreprises reste freiné par une faible visibilité sur la relance de l'activité et les opportunités d'affaires.

Les principaux secteurs (BTP, Commerce, Services marchands et Tourisme) sont atones et caractérisés par un faible niveau d'activité. Cette situation se traduit par des tensions sur la trésorerie des entreprises qui n'envisagent pas à court terme d'augmenter leurs effectifs. Même si les chefs d'entreprises ne bénéficient pas d'une visibilité assez forte pour prévoir une véritable reprise à court terme, ils anticipent un arrêt de la baisse d'activité au prochain trimestre.

Indicateur du climat des affaires à Mayotte  
(100 = moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

T  
E  
N  
D  
A  
N  
C  
E  
S

#### BONNE ORIENTATION DES ÉCONOMIES DES PAYS DE LA ZONE OCÉAN INDIEN

L'économie **sud africaine** est dynamique au deuxième trimestre, avec un rythme de croissance annualisé du PIB de 3,8 %. Les industries minières et extractives sont les principaux contributeurs à cette hausse.

L'économie **malgache** enregistre de bons résultats, après un premier trimestre morose. L'encours de crédit à l'économie et les ventes de véhicules neufs progressent respectivement de 9,9 % et de 5,3 % sur un an. L'activité touristique est également bien orientée, avec une hausse de 18,8 % du nombre de touristes. Néanmoins, la création d'entreprises diminue ainsi que les exportations.

Aux **Seychelles**, l'activité touristique reste bien orientée, avec une augmentation de 5,3 % du nombre de touristes au deuxième trimestre en glissement annuel. Les exportations de produits de la pêche progressent de 15,3 % sur la même période.

A **Maurice**, le PIB augmente de 2,7 % au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011. Principal moteur de la croissance mauricienne, la consommation finale continue d'être bien orientée (+ 2,8 %). La construction d'une nouvelle centrale électrique dynamise l'investissement (+ 10,4 %). Les exportations de services progressent également, soutenues par le tourisme, tandis que celles des biens manufacturés reculent.

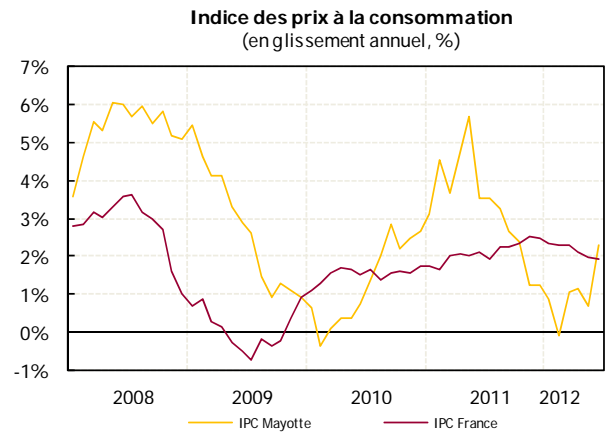
Aux **Comores**, l'encours de crédit au secteur privé s'accroît de 1,8 % à fin mars 2012 par rapport à fin décembre 2011, après une baisse de 1,1 % le trimestre précédent.

## Hausse des prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation enregistre une augmentation de 2,2 % sur le trimestre. Les prix des services augmentent de 4,8 %, tirés par le poste « Transports et communications », ceux des produits alimentaires et boissons de 2,1 % et ceux de l'énergie de 1,3 %. Les prix des produits manufacturés sont stables.

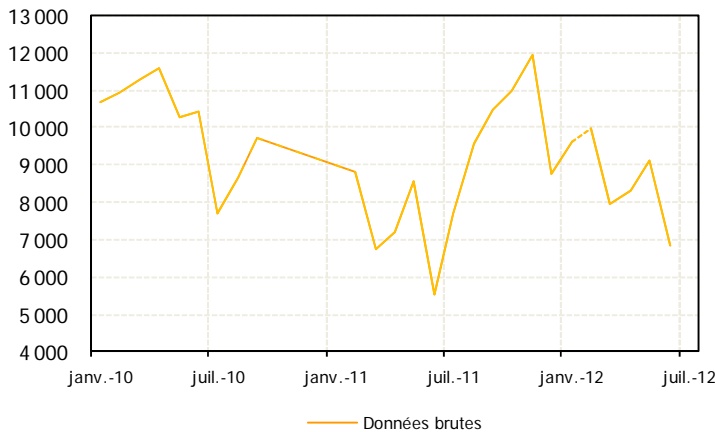
En glissement annuel, les prix progressent de 2,3 % soit une hausse légèrement supérieure à celle de la France (1,9 %).

La hausse générale est portée par l'évolution sensible des prix des services (6,5 %) et, dans une moindre mesure, des prix de l'énergie (2,4 %). Les transports et communications enregistrent une progression exceptionnelle. Par contre, les prix des produits alimentaires et boissons reculent de 0,3 % et ceux des produits manufacturés stagnent.



## Baisse de la demande d'emploi

**Demandeurs d'emplois en fin de mois**  
Catégorie A (en nombre)



Pour le troisième trimestre consécutif, le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) est en recul de 13,5 %. A la fin du mois de juin 2012, Mayotte compte 6 866 personnes sans emploi et en recherche active d'un travail. Ce repli concerne autant les hommes que les femmes. Cependant, les personnes de 50 ans et plus enregistrent la baisse la plus importante tandis que les moins de 25 ans sont quasi stables.

Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 24,3 % (+7,5 % en France).

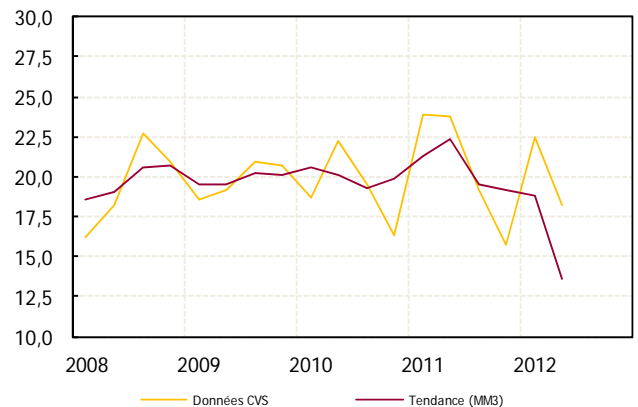
## Recul de la consommation des ménages

Après une légère croissance au premier trimestre, la consommation des ménages recule sensiblement.

Les chefs d'entreprise du commerce notent une nouvelle détérioration de leur niveau d'activité. Les principales importations de produits et de biens à destination des ménages se contractent : -37,3 % pour les biens d'équipements ménagers, -18,9 % pour les produits alimentaires et -8,6 % pour les articles d'habillement.

Les encours bancaires des crédits à la consommation sont en baisse de 1,1 % sur le trimestre. La situation financière de certains ménages est de plus en plus précaire : les retraits de cartes bancaires restent en hausse (+5,2 % sur le trimestre après +14,2 % au trimestre précédent), tout comme le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (+2,0 %).

**Importations de produits alimentaires**  
(en millions d'€)



## Chute importante des investissements des entreprises

L'activité des entreprises souffre d'un manque de visibilité à court terme. Les importations de biens d'équipement professionnel sont en recul pour le deuxième trimestre consécutif (-18,1 % après une baisse de 39 % au premier trimestre, données CVS). Elles sont en repli de 46,7 % sur un an.

Les prévisions d'investissement traduisent le pessimisme des entreprises sur les opportunités d'affaires dans un climat social tendu.

L'encours bancaire des crédits à l'investissement est en léger recul de 0,1 % sur le trimestre (-10,0 % sur l'année). La situation financière des entreprises continue d'être fragile. Le nombre de personnes morales en interdiction bancaire augmente de 8,1 % sur le trimestre (16,4 % sur un an).

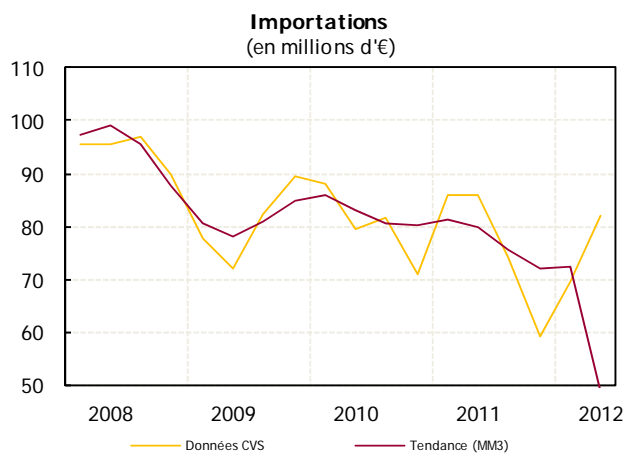
Tandis que les collectivités locales éprouvent toujours des difficultés financières et accumulent les retards de paiement, les effets escomptés du plan de relance pour la reprise de l'économie mahoraise par la commande publique ne sont pas encore visibles pour les entreprises.

L'investissement des ménages reste porteur : les encours bancaires des crédits à l'habitat sont en hausse de 0,8 % sur le trimestre et de 8,5 % sur l'année.

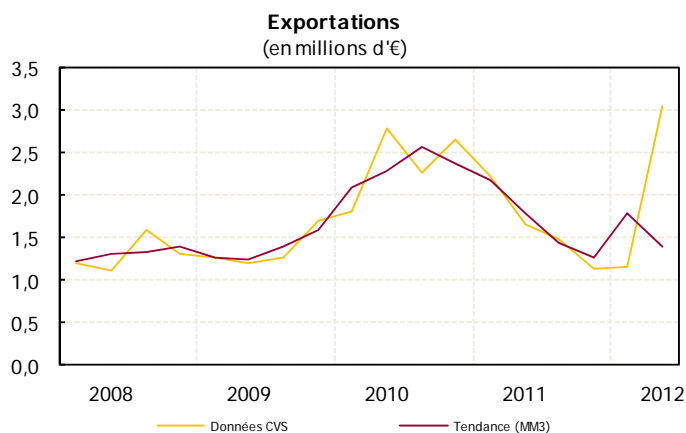
## Accroissement des échanges extérieurs

Les importations augmentent de 17,7 % sur le trimestre (données CVS). Néanmoins, ce résultat doit être relativisé en tenant compte de la sous-estimation des importations au premier trimestre 2012 pour des raisons techniques. En glissement annuel, elles baissent de 11,9 %. Les importations de produits alimentaires, de biens d'équipement ménager et professionnel, d'espèces avicoles et de vêtements et textiles contribuent à cette baisse.

Les exportations connaissent une progression de 164,4 % ce trimestre (+8,5 % en glissement annuel). Les exportations de produits locaux restant à un faible niveau, cette augmentation s'explique par l'évolution des réexportations qui représentent la majeure partie des exportations mahoraises.



Source: Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM



Source: Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

## Une activité morose dans la majorité des secteurs

Les chefs d'entreprises font toujours état d'une activité en berne et de faibles perspectives d'investissement. L'ensemble des secteurs ressent encore les effets des mouvements sociaux du quatrième trimestre 2011. Même si les chefs d'entreprise ne bénéficient pas d'une visibilité assez forte pour prévoir une véritable reprise à court terme, ils anticipent un arrêt de la baisse d'activité au prochain trimestre.

Dans le **secteur primaire**, les exportations de poissons issus de l'élevage aquacole ont repris après deux trimestres d'arrêt total, mais elles demeurent à un faible niveau (-72,3 % en glissement annuel). Les exportations d'essence d'ylang n'ont quant à elles toujours pas repris. Les importations d'espèces avicoles, qui avaient bénéficié au premier trimestre d'une forte demande due à l'accord sur la baisse des prix, retrouvent un niveau plus habituel.

Les professionnels du **BTP** ne ressentent pas encore les effets du plan de relance sur leur activité. L'effort consenti par l'Etat pour abonder le Fonds Intercommunal de Péréquation (FIP), qui devait permettre aux communes de régler leurs impayés, ne s'est pas encore traduit par une amélioration de la trésorerie des entreprises. Cette situation renforce pour de nombreuses entreprises le risque de supprimer des emplois.

Les importations de ciment sont en baisse de 14,2 % par rapport au précédent trimestre.

Le secteur du **commerce** enregistre une évolution défavorable de son activité qui devrait se poursuivre au troisième trimestre. Les trésoreries se dégradent. Les chefs d'entreprise ne prévoient ni d'investir, ni d'augmenter leurs effectifs.

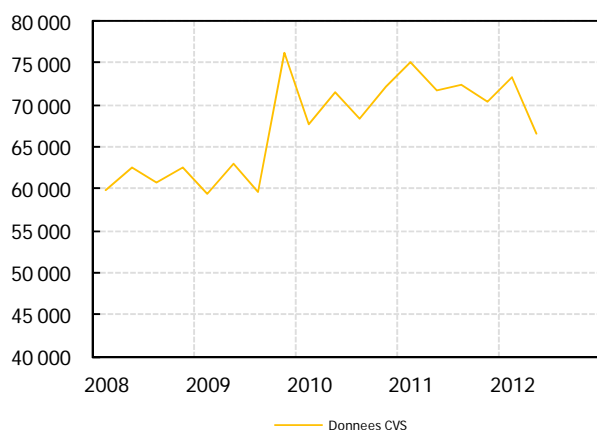
Le deuxième trimestre n'aura pas permis aux chefs d'entreprise du secteur des **services marchands** de bénéficier d'une croissance de leur activité. Le secteur souffre toujours de faibles carnets de commandes et d'une trésorerie tendue. Dans ce contexte, aucun investissement ni recrutement n'est envisagé.

**Importations de ciment**  
(en milliers de tonnes)



Source: Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

**Trafic passager à l'aéroport de Dzaoudzi**  
(en nombre)



Source: Aéroport de Mayotte, désaisonnalisé par l'IEDOM

Le secteur du **tourisme** enregistre une baisse de passagers (hors transit) à l'aéroport de Dzaoudzi (-9,2 %) malgré une hausse de 8,3 % des vols commerciaux.

Une compagnie aérienne low-cost a annoncé l'ouverture, à partir de décembre 2012, d'une liaison hebdomadaire entre Mayotte et Marseille. Cette nouvelle ligne pourrait permettre d'attirer plus de touristes sur l'île (vol aller direct et avec escale technique à La Réunion au retour).

## NOUVEAUX RISQUES SUR LA REPRISE MONDIALE

Dans un contexte d'incertitudes toujours fortes, la reprise de l'économie mondiale montre de nouveaux signes de faiblesse.

La croissance de l'économie américaine ralentit au deuxième trimestre (+0,4 % par rapport au trimestre précédent après +0,5 %), les exportations étant affectées par l'essoufflement de la demande adressée par la zone euro alors que la demande intérieure pâtit du désendettement des ménages américains. La croissance marque également le pas dans différents pays émergents, notamment le Brésil, la Chine et l'Inde, en raison de la poursuite de la dégradation de l'environnement international, du resserrement de leurs politiques monétaires et d'une moindre confiance des investisseurs internationaux.

La crise de la dette souveraine continue de se propager. Les PIB de la zone euro et de l'UE27 reculent de -0,2 % au deuxième trimestre de 2012 par rapport au trimestre précédent, après une stagnation au premier trimestre. Cette baisse touche particulièrement les pays du Sud de l'Europe, mais également quelques pays du Nord comme la Belgique (-0,6 %) et la Finlande (-1 %). La progression du chômage (11,2 % en juin 2012) devrait se poursuivre en lien avec la baisse de la production industrielle de la zone euro (-2,1 % en glissement annuel en juin 2012). Les analystes anticipent la poursuite de la contraction de l'activité au prochain trimestre qui provoquerait l'entrée de la zone euro en récession. Lors de sa réunion du 2 août 2012, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de maintenir ses taux directeurs inchangés.

En France, la croissance du PIB est restée nulle pour le troisième trimestre consécutif.

Les annexes statistiques sont téléchargeables sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 21 septembre 2012 – Dépôt légal : septembre 2012 – ISSN 1952-9619